

# IRC

Rapport Annual 2013

Supporting water sanitation  
and hygiene services for life



#### Réalisé par

Sally Atwater et l'équipe IRC de reporting annuel

#### Conception et mise en page

Pitch Black Graphic Design, La Haye / Berlin

#### Impression

Oro Grafisch Project Management, Koekange

#### Crédits Photos

© **Couverture** (Petterik Wiggers/ Panos Pictures); **P.10** (Ben Curtis / AP Photo ); **PP.13** et **21** (Peter McIntyre); **P.15** (Ermias Woldeamlak); **P.17** (Peter DiCampo); **P.19** (Ton Schouten)

#### © 2014 IRC

Vous êtes autorisé à distribuer ou adapter ce matériel, en tout ou partie, à des fins non commerciales, dans un but pédagogique, scientifique ou de promotion du développement, sous réserve que la citation appropriée et complète soit fournie. Le contenu de cette publication est placé sous licence Creative Commons, Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Pays-Bas. Voir les termes de la licence à l'adresse <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/nl/deed.en>

#### Publié par IRC

Bezuidenhoutseweg 2  
2594 AV La Haye  
Pays- Bas  
T +31 70 3044000 / [www.ircwash.org](http://www.ircwash.org)

# Table des matières

## 4 Progrès et changement

## 5 Message du Président

## 6 Aperçu des activités d'IRC en 2013

## 8 Message du Directeur Général

## 11 L'approche d'IRC pour catalyser le changement systémique

Objectif 1. Adoption par le secteur d'une approche de fourniture de service

Objectif 2. Adoption par le secteur d'une approche adaptative et d'apprentissage

Objectif 3. Amélioration de l'efficacité de l'aide

Objectif 4. Amélioration du dialogue intersectoriel et de l'alignement des programmes

## 22 Dispositifs pour appuyer les objectifs d'IRC

Gouvernance, personnel et partenaires

Finances

# Progrès et changement

Trop d'équipements mis en place pour assurer un accès fiable pour tous à des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement tombent en panne. Trop souvent, les systèmes d'AEPA ont été offerts aux gouvernements et aux communautés comme une aide ponctuelle, sans considération pour le fonctionnement à long terme des services.

**IRC met en cause l'accent mis sur les moyens (les fonds) et sur les résultats (les robinets et les toilettes)**

**IRC met l'accent sur la pérennité des services d'eau et d'assainissement**

**IRC est convaincu que l'eau et l'assainissement devraient être des acquis et pas des faveurs**

**IRC se sert de la connaissance pour stimuler le changement systémique**

IRC a contribué à ébranler la conviction bien ancrée dans le secteur que plus d'accès à l'eau et à l'assainissement signifie plus de financement pour les équipements. Désormais, les acteurs de l'AEPA ne se contentent plus de mesurer la couverture des équipements, mais commencent à s'intéresser à la qualité des services. Les bailleurs quant à eux se sont mis à estimer les coûts à long terme des équipements fonctionnant de façon ininterrompue et permanente.

IRC pense que pour atteindre un accès universelle et durable, il est nécessaire de sortir des sentiers battus. Le changement doit être systémique, et il doit commencer par une vision partagée de services qui répondent aux besoins des populations, qui soient pérennes, équitables et bien gérés. IRC se pose en facilitateur de ce changement, exprimé dans les quatre objectifs de son plan d'actions en cours.

**Objectif 1. Adoption par le secteur d'une approche de fourniture de services**

**Objectif 2. Adoption par le secteur d'une approche adaptative et d'apprentissage**

**Objectif 3. Amélioration de l'efficacité de l'aide**

**Objectif 4. Amélioration du dialogue intersectoriel et de l'alignement des programmes**

## Message du Président

2013 a été une année productive qui a vu l'adoption des principaux concepts et approches d'IRC s'accélérer. Des progrès considérables ont été réalisés dans la transformation d'IRC d'un centre de ressources en un « think-and-do tank<sup>1</sup> ». Pour mieux répondre aux besoins du secteur, nous avons réinventé IRC, sa mission, son avenir, son potentiel. Nous nous sommes constitué une nouvelle identité institutionnelle correspondant à celle d'un partenaire dynamique et innovante, s'appuyant sur un vaste réservoir de connaissances.

Cette année a marqué la fin du mandat de quatre ans de Nico Terra comme Directeur Général d'IRC, avec qui l'organisation a grandi et prospéré. Son successeur, Patrick Moriarty, a intégré IRC dès 2000, remplissant des fonctions interdisciplinaires de développement des connaissances et de cadre dirigeant. Ses expériences dans les bureaux des pays où IRC travaille en priorité sont d'une valeur inestimable.

Pour assurer que la voix d'IRC continue à porter dans le secteur de l'AEPA au niveau mondial, nous avons renforcé le caractère international de notre organisation en demandant à deux personnalités actives dans d'autres pays que les Pays-Bas, à siéger au Conseil de surveillance. Piers Cross d'Afrique du Sud, ancien Directeur du Programme Eau et Assainissement de la Banque Mondiale, travaille actuellement comme consultant pour des agences internationales. Fort de trente ans d'expérience dans le secteur de l'AEPA dans plus de quarante pays, il sera d'un appui précieux pour IRC. Et Robert Bos de Suisse, ancien coordinateur du Programme Eau, Assainissement et Santé de l'OMS. Installé à Genève, il est consultant dans le domaine de la santé publique, de l'eau et de l'assainissement.

En 2013, IRC a continué à investir dans son avenir avec le soutien unanime du Conseil de surveillance. Aussi sommes-nous confortés dans notre ferme conviction qu'IRC contribue à apporter des changements durables dans le secteur.

L'investissement dans l'avenir s'est accompagné d'un engagement renouvelé pour délimiter notre champ d'action – comme nous l'avons toujours fait d'ailleurs : concentrer nos efforts sur un nombre réduit de pays pour y apporter une contribution significative et durable, puis, passer le flambeau aux acteurs de ces pays pour qu'ils puissent à leur tour guider le changement dans leur région du monde. Bien que cette stratégie soit ambitieuse, IRC a encore prouvé en 2013 qu'elle peut fonctionner.



**Hans van Dord**  
Président du Conseil de surveillance d'IRC

<sup>1</sup> Groupe de réflexion et d'action

# Aperçu des activités d'IRC en 2013

## Moyens mis en œuvre

- 11** Programmes : un programme mondial, trois programmes régionaux et sept programmes nationaux
- 4** Bureaux nationaux
- 65** Projets actifs
- 105** Salariés
- Plus de **100** partenaires
- 30** bailleurs de fonds
- € 10.6 million** millions d'euros dépensés

## Quelques activités et résultats

- 238** produits de recherche
- 9** documents relatifs à des concepts et/ou outils nouveaux ou adaptés se rapportant à l'Approche de fourniture de services (AFS)
- 3** plans opérationnels et outils sur mesure pour la mise en œuvre de l'approche de fourniture de services
- Lancement de la version bêta de la première application IRC pour calculer le coût d'un service : « WASHCost calculator » (calculateur WASHCost)
- 85** résultats de recherche publiés par IRC
- 85** contributions présentées lors du symposium IRC
- 6** articles scientifiques publiés dans des revues évaluées par des pairs : International Journal of Environmental Research and Public Health, Water Alternatives, FAO Irrigation and Drainage, Water Policy
- Ouvrage publié par la maison Routledge : Sustainable Water and Sanitation Services : The Life-Cycle Cost Approach to Planning and Management
- 48** sessions formation organisées dans différentes régions du monde
- 362** produits de communications numériques et imprimés
- 15** sites web gérés par IRC
- Quelque **20** articles et communiqués de presse rédigés pour le public néerlandais
- 80** interviews réalisées pendant la manifestation WaterCouch
- 7** initiatives participatives en ligne sur la gestion de l'information et des connaissances
- 6** films documentaires sur l'approche des coûts à long terme
- 153** textes publiés sur la page d'accueil du site d'IRC
- Plus de **50** articles de blog
- 23** numéros de E-source en trois langues
- 8** notes d'information par messagerie électronique

## Réalisations

- 31** sollicitations des services d'expertise d'IRC à travers le monde
- 18** pays supplémentaires bénéficiant d'activités IRC
- 31** groupes de travail et plateformes d'apprentissage
- 64** acteurs d'AEPA à travers le monde utilisent les terminologies de l'approche de fourniture des services (AFS)
- 27** acteurs d'AEPA à travers le monde appliquent des concepts et des outils AFS dans leurs programmes et projets
- 49** acteurs d'AEPA financent activement la mise en œuvre de l'approche de fourniture de service
- 35** nouveaux projets ajoutés au portefeuille des initiatives IRC
- Près **d'un million** d'interactions sur les sites web gérés par IRC
- 11 000** sympathisants dans les médias sociaux

## Impact

- Des éléments d'une approche de fourniture de service intégrés à **16** documents d'orientation ou programmatiques au niveau national et de municipalités dans plusieurs pays et au niveau mondial
- 34 millions** de personnes bénéficiaires du travail d'IRC et de ses partenaires
- 2 000** professionnels de l'eau formés à travers le monde

- Nos pays cibles :**  
Burkina Faso, Éthiopie, Ghana, Honduras, Inde, Mozambique et Ouganda
- Autres pays où nous travaillons**  
Bangladesh, Bhoutan, Bolivie, Congo-RDC, Guatemala, Haïti, Indonésie, Kenya, Liberia, Malawi, Népal, Nicaragua, Pays-Bas, Sierra Leone, Rwanda, Soudan du Sud, Tanzanie et Zambie
- Les pays où se trouvent nos bureaux**  
Burkina Faso, Ghana, Ouganda et Pays-Bas
- Là où notre action provoque des changements**  
Huit pays ont intégré des éléments de l'approche de fourniture de services dans leurs politiques : Burkina Faso, Éthiopie, Ghana, Honduras, Inde, Mozambique, Ouganda, Indonésie  
... et deux organisations internationales : African Ministers' Council on Water (AMCOW, Conseil des Ministres Africains chargés de l'Eau) et WHO/ UNICEF Joint Monitoring Programme (JMP) for Water Supply and Sanitation (Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement)

# Message du Directeur Général

IRC pense que chaque être humain a droit à des services d'eau et d'assainissement adéquats, accessibles, abordables, pratiques et surtout fiables. Nous n'avons pas vocation à mettre en place directement de nouveaux équipements ; de nombreuses autres organisations s'en chargent très bien, et nous collaborons d'ailleurs avec elles. Notre activité (notre apport spécifique) consiste à assurer que les moyens investis dans les équipements d'eau et d'assainissement fournissent effectivement les services prévus.

Si les niveaux de service sont insuffisants, c'est bien souvent à cause de dysfonctionnements systémiques du secteur de l'AEPA, tant dans les pays qu'à l'échelle mondiale. Les mesures incitatives sont peu harmonisées et les conditions permettant aux ouvrages d'être utilisés pour des services performants ne sont pas réunies. Construire une pompe ou une latrine est la partie la plus facile. Assurer la suite – l'exploitation, la maintenance, les réparations, le renouvellement des équipements ou le traitement des eaux usées ou excréta –, c'est une autre paire de manches. Ces tâches ne se règlent pas par un effort unique, ponctuel, mais demandent une attention suivie, quotidienne, et ce, de façon permanente.

Je suis convaincu que pour atteindre notre vision d'un accès universel et pérenne (« Everyone Forever »<sup>2</sup>), nous devons sortir des sentiers battus. Dans notre travail, nous nous attachons, de concert avec des acteurs, des organisations et des gouvernements partageant notre vision, à susciter des changements systémiques. En 2013, nous avons observé des signes de progrès cohérents et prometteurs. En particulier, le langage utilisé par IRC dans l'approche de fourniture de services s'est plus largement répandu, notamment dans le secteur de l'eau. Cependant, l'accès à l'assainissement reste un défi majeur : tout comme l'eau, il doit être pensé comme un service.

Il n'y a pas que le langage bien sûr. Mais le fait que les gens commencent à parler de fourniture de services et cherchent à mesurer les performances

en termes de niveaux et qualité de services indique qu'un changement profond est en cours. Dans les pages qui suivent, la nouvelle approche mettant l'accent sur la fourniture de service, ainsi que les progrès réalisés dans d'autres domaines seront présentés en détail.

Dans le cadre de notre transition d'un centre de connaissance respecté vers un groupe de réflexion et d'action (think-and-do tank<sup>3</sup>) engagé et efficace, nous avons cherché en 2013 à clarifier et à quantifier les effets positifs de nos activités.

Pour citer un exemple, conjointement avec Arup, nous avons mis au point un tableau de bord pour notre initiative Triple-S (Sustainable Services at Scale – des services d'eau pérennes à grande échelle) qui permet de voir en un coup d'œil les moyens mis en œuvre, les résultats, les réalisations et les impacts. Nous adoptons également cette approche pour nos autres projets et programmes. Il s'agit là d'une tâche de grande envergure pour une organisation qui travaille surtout avec les professionnels et décideurs en amont des actions non pas directement avec les bénéficiaires. Attendez-vous donc à une bonne part de chiffres dans ce rapport annuel, ainsi que dans les rapports annuels et les comptes rendus d'évaluation futurs.

Après un processus de travail intensif, nous avons pu lancer, fin 2013, notre nouvelle identité institutionnelle qui traduit mieux notre rôle de think-and-do-tank, utilisant les connaissances comme catalyseur

<sup>2</sup> Pour tous, pour toujours

<sup>3</sup> Groupe de réflexion et d'action



de changements au profit des populations. Grâce à cette nouvelle identité, et grâce à la clarté qu'elle véhicule concernant notre rôle et notre valeur, nous pouvons atteindre de nouveaux partenaires et bailleurs. Au cours de l'année 2013, des liens établis ont été consolidés tandis que de nouvelles alliances ont été créées avec des bailleurs, reflétant notre volonté de diversifier nos sources de financement. Notre relation de longue date avec le gouvernement néerlandais – nous avons démarré il y a 45 ans comme une entité du ministère de l'environnement – évolue également dans le contexte du changement de politique d'aide publique au développement vers un programme d'aide et d'échanges commerciaux. Je ne doute pas cependant que nous allons poursuivre notre collaboration étroite avec DGIS (Direction générale de la coopération internationale néerlandaise), qui fait désormais partie d'un groupe élargi de bailleurs partageant notre vision d'un secteur profondément transformé.

Notre évolution se reflète dans les comptes de l'exercice 2013. Nous avons fait de gros investissements dans l'identité institutionnelle, la communication et le personnel. Par ailleurs, nous avons constitué des provisions pour régler une question de TVA en suspens depuis plusieurs années. Aussi, l'exercice 2013 se solde par un déficit, contrairement aux autres années qui se terminent en général par un résultat positif. Il est toujours désagréable pour une organisation d'accuser un déficit, mais en l'occurrence, les dépenses exécutées nous ont permis d'amener un changement indispensable et de mettre de l'ordre dans nos affaires.

Nous avons réduit nos effectifs et nous avons l'intention de continuer à réduire le personnel aux Pays-Bas, tout en maintenant, voire en augmentant, celui des bureaux et programmes pays. Ces dispositions correspondent à notre souhait de poursuivre la décentralisation et l'internationalisation de nos programmes avec comme objectif à moyen terme, la formation d'une « confédération » IRC de programmes nationaux largement indépendants, mais unis par une volonté commune de catalyser le changement.

C'est un honneur pour moi d'avoir été choisi par le Conseil de surveillance d'IRC pour diriger l'organisation. J'ai pris la relève de Nico Terra au mois de

septembre. Au cours des 14 ans pendant lesquels j'ai travaillé pour IRC, j'ai participé à bon nombre des mutations subies par l'organisation qui, par rapport à celle que j'ai intégrée à mes débuts, a été profondément transformée. Notre vocation affichée et notre expertise avérée étant clairement définies, je me réjouis de pouvoir guider la mise en œuvre des projets audacieux et ambitieux d'IRC. Compte tenu de la conjoncture économique difficile, je n'imagine pas un seul instant que la tâche sera facile. Mais avec notre personnel entreprenant et compétent, notre nouvelle identité institutionnelle bien spécifique, nos programmes pays en expansion, des signes de plus en plus manifestes de notre capacité à susciter le changement, et surtout, avec la reconnaissance par le secteur de la nécessité de mettre l'accent sur la fourniture de service (que nous avons contribué à susciter), je suis convaincu que nous parviendrons à relever le défi.

Pour terminer, je voudrais remercier tous les bailleurs de fonds et tous les partenaires avec lesquels nous avons collaboré en 2013 : les gouvernements des pays cibles où IRC ; Water For People et Water & Sanitation for the Urban Poor, deux organisations avec lesquelles nous sommes en train de mettre au point une vision partagée pour atteindre l'objectif Everyone Forever ; BRAC, qui nous a sélectionnés comme partenaire d'expertise pour le plus grand programme auquel nous ayons jamais participé ; toutes les universités, agences d'appui-conseil et ONG avec lesquelles nous travaillons ; et les nombreux bailleurs de fonds qui soutiennent généreusement notre travail. Merci de croire en nous, et de croire que le changement est nécessaire – et, plus important encore, qu'il est possible.



**Patrick Moriarty**  
Directeur Général d'IRC







## L'approche d'IRC pour catalyser le changement systémique

IRC ne fournit pas des équipements ; d'autres le font et le font bien. Le travail d'IRC consiste à collaborer avec eux (les ONG, les communautés, les gouvernements et les entreprises, etc.) pour assurer la gestion efficace des équipements en vue d'un service performant, et pour assurer le maintien de ces services dans la durée.

Pour atteindre l'objectif d'un accès universel à des services pérennes, IRC cherche à catalyser un changement systémique dans les pays où il a une représentation nationale. IRC vise à améliorer la fourniture de service dans ces pays cibles et à développer les preuves de l'efficacité de ses approches et concepts pour que d'autres acteurs puissent les appliquer dans d'autres pays. IRC est également engagé dans des activités de plaidoyer pour le changement à l'échelle internationale.

Au cours des dernières années, IRC a su appréhender le secteur de l'AEPA dans son ensemble et a montré sa capacité à interagir avec celui-ci sur tous les fronts. Pour introduire des changements, il ne suffit pas de modifier les politiques, les finances ou les technologies, il faut aussi analyser les dysfonctionnements et les défis à relever pour faire fonctionner tous ces éléments dans une optique de résultats. On ne peut remédier à un dysfonctionnement systémique que par une action systémique.

Une étude effectuée en 2013 montre qu'en considérant le secteur comme un système unique d'éléments interconnectés, IRC peut obtenir des résultats durables.

Ce rapport annuel résume les activités effectuées par IRC et les résultats obtenus en 2013, la deuxième année du plan quinquennal 2012-2016 d'IRC. Quatre objectifs spécifiques ont été fixés dans ce plan : l'adoption par le secteur d'une approche de fourniture de service, l'adoption par le secteur d'une approche adaptative et d'apprentissage, l'amélioration de l'efficacité de l'aide et l'amélioration du dialogue intersectoriel et de l'alignement des programmes.

Le rapport se base sur le Rapport de suivi 2013 d'IRC (disponible à l'adresse [www.ircwash.org/resources/irc-monitoring-report-2013](http://www.ircwash.org/resources/irc-monitoring-report-2013)), qui détaille les progrès vers la réalisation de chaque objectif et présente les programmes nationaux, régionaux et internationaux d'IRC.

# Objectif 1. Adoption par le secteur d'une approche de fourniture de service

**IRC vise à promouvoir l'accès à des services de qualité acceptable pour le plus grand nombre.**

IRC contribue à une réorientation du secteur, mettant l'accent sur l'utilisation et la gestion efficaces des équipements plutôt que sur leur simple construction, afin d'assurer des services qui fonctionnent dans la durée. IRC apporte aux autorités locales et aux fournisseurs de services des connaissances et des outils nécessaires à la fourniture pérenne de services d'eau et d'assainissement. En effectuant de travaux de recherche-action et d'assistance technique et en exerçant une influence sur les professionnels et les décideurs politiques, IRC améliore la fiabilité et la pérennité des services.

Au cours de l'année 2013, des progrès importants ont été accomplis vers cet objectif. Citons en particulier l'adoption du langage de la fourniture de service et de l'évaluation des coûts qui s'est étendue, tant dans les pays où IRC a une représentation nationale que dans la communauté internationale de l'eau. La clause contractuelle de pérennité utilisée par DGIS et fermement appuyée par IRC, a changé la donne, provoquant des débats houleux, mais indiquant aussi une voie à suivre. Sans suivi, pas de fourniture de service possible : on ne peut pas gérer ce qu'on ne peut pas mesurer, et

la fourniture de service est surtout une question de gestion. Aussi le symposium IRC sur le suivi tenu à Addis-Abeba en avril 2013, était-il un des points forts de l'année ; il a réuni plus de 420 participants et a permis de placer le suivi des services en haut de la liste des priorités internationales.

2013 a vu également l'inclusion des principaux concepts de la fourniture de service et de l'estimation des coûts à long terme dans l'agenda international, notamment à celui du groupe de travail post-OMD du





Joint Monitoring Programme de l’OMS/UNICEF. Par ailleurs, IRC s’est engagé avec Water For People et Water & Sanitation for the Urban Poor, deux pionniers du secteur partageant notre vision, à la mise en œuvre de Everyone Forever – un projet ambitieux visant à promouvoir la fourniture des services d’AEPA.

Dans le cadre du dialogue mondial pour améliorer le suivi de l’AEPA, des organismes influents tels que l’Organisation de Coopération et de Développement

économiques (OCDE) et l’Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont pu mettre à contribution les données WASHCost dans leur travail. L’amélioration du questionnaire du GLAAS – Global Analysis and Assessment of Sanitation and Drinking-Water de l’OMS/UNICEF (Rapport global sur l’assainissement et l’eau potable) – doit beaucoup à WASHCost<sup>4</sup>, tout comme l’initiative Trackfin, qui permet de suivre les flux financiers du secteur de l’AEPA.

## Résultats du projet WASHCost en 2013

Le projet WASHCost d’IRC mis en œuvre de 2008 à 2012 a étudié les coûts à long terme réels de la fourniture de services d’eau et d’assainissement et a permis d’introduire la notion de coûts à long terme dans les processus de planification des décideurs. En 2013, les concepts WASHCost ont gagné du terrain :

- Un an après la fin du projet, les demandes pour des formations ciblées ont continué à affluer, avec 800 personnes formées en Haïti, au Kenya, en Sierra Leone, en Éthiopie et au Bangladesh. De nombreuses autres personnes ont suivi le cours en ligne.
- La demande était si forte, que des traductions du module de formation ont été réalisées en français et en espagnol.
- Les Nations Unies ont demandé à IRC de tester l’approche des coûts à long terme dans certains camps de réfugiés en vue de sa reproduction éventuelle.
- L’organisation bangladaise BRAC a demandé à IRC d’adapter la méthodologie pour mesurer les progrès et le rapport qualité/prix de projets en milieux scolaires.
- La méthodologie a été adaptée pour les programmes universitaires de l’université Eduardo Mondlane au Mozambique et a été utilisée comme matériel pédagogique à l’université Johns Hopkins aux États-Unis.
- Lors du symposium IRC à Addis-Abeba, IRC a lancé la version bêta du « WASHCost calculator ». Cette application d’une utilisation facile permet de comparer les coûts à long terme de différents services d’AEPA et devient plus « intelligente » à mesure que plus de personnes introduisent leurs données.

## Autres points forts de 2013

**Exploitation et maintenance.** En Ouganda, IRC a appuyé le gouvernement à créer une association de mécaniciens de pompes manuelles dans 111 districts et une ville. Auparavant, la maintenance des pompes était considérée comme un travail informel. Aujourd’hui, les membres des associations peuvent passer un contrat avec les collectivités locales pour améliorer l’exploitation et la maintenance des équipements. Les mécaniciens sont assurés d’un revenu, les communautés d’un service plus fiable.

**Estimation des coûts à long terme.** Au Bangladesh, IRC a initié BRAC aux avantages de l’approche des coûts à long terme comme méthode pour augmenter la couverture en assainissement. En Ouganda, l’application

de l’approche IRC des coûts à long terme a encouragé le service public de l’eau du district de Kabarole à revoir sa stratégie et sa façon d’utiliser la subvention eau et assainissement qui lui était allouée.

**Suivi et planification à grande échelle.** Au Bhutan et au Népal, IRC a aidé le programme Sustainable Sanitation and Hygiene for All (SSH4A) à revoir les indicateurs de suivi des performances en vue de les faire adopter par les autorités locales. En Ouganda, le système de suivi IRC, basé sur une technologie simple de téléphone portable, a été utilisé pour mettre à jour les données concernant le fonctionnement et l’accès dans le district. Dans sept pays d’Asie du Sud et du Sud-Est, une méthode de suivi des performances basée sur un système de gestion des informations qualitatives a déjà été mise en œuvre. S’appuyant sur les résultats de

<sup>4</sup> Le rapport d’évaluation finale du projet WASHCost est disponible à l’adresse : [www.ircwash.org/resources/washcost-end-project-evaluation](http://www.ircwash.org/resources/washcost-end-project-evaluation).

projets, le National Planning Bureau (Bureau national de planification) et le ministère de la santé d'Indonésie ont mis au point un programme d'évaluation des risques de santé environnementale et ont adopté celui-ci comme outil de planification et de suivi.

**Gestion pour le changement.** Au Ghana, une recherche-action menée dans le cadre de l'initiative IRC Triple-S (Sustainable Services at Scale – des services d'eau pérennes à grande échelle) a entraîné la création de 147 comités de gestion des systèmes d'eau et d'assainissement. Les systèmes d'eau qui étaient tombés en panne ont été réparés par les autorités du district au bénéfice de quelque 50 000 usagers. Le taux de dysfonctionnement des équipements d'eau a diminué de 9 % dans le district d'Akatsi et de 4 % au Sunyani Ouest ; la fiabilité des services a été améliorée.

**Modèles sur mesure de fourniture de service.** En Éthiopie, IRC et ses partenaires ont encouragé les ménages à investir dans des dispositifs d'approvisionnement en eau qu'ils peuvent mettre en place eux-mêmes – « Self-Supply » (« l'auto-approvisionnement ») –, en complément d'autres systèmes d'AEPA. Ce modèle de fourniture de service de remplacement a été reconnu par le ministère de l'eau, de l'irrigation et de l'énergie, tandis qu'un manuel technique de mise en œuvre a été élaboré. Avec l'accélération de la mise en place de ce modèle, l'auto-approvisionnement devrait atteindre environ 7 millions de personnes, ce qui représente une extension cruciale des services d'eau, car on estime que la population devrait doubler d'ici une vingtaine d'années.

**Aide à la décision.** Au Ghana, en Ouganda, au Burkina Faso, en Tanzanie et au Nicaragua, les gouvernements ont adopté un ensemble d'outils d'aide à la décision

WASHTech, mis au point par un consortium coordonné par IRC. Le Technology Applicable Framework – (TAF) (cadre d'applicabilité d'une technologie) aide les acteurs du secteur à évaluer l'utilité potentielle d'une technologie donnée (par ex. une pompe à corde) pour répondre aux besoins des populations, et les possibilités d'extension à grande échelle de cette technologie. Le processus d'introduction d'une technologie offre des lignes directrices pour introduire et exploiter des technologies nouvelles et prometteuses.

**Cursus universitaire.** Au Mozambique, le calcul des coûts des services d'eau et d'assainissement fait l'objet d'un module de cursus de licence de génie rural. IRC a adapté son module de formation sur les coûts à long terme à cet effet. Le nouveau module a été testé à l'université d'Eduardo Mondlane en mars 2013, puis intégré au cursus.

**Formation.** En Asie du Sud et du Sud-Est et en Amérique latine, des formations sur mesure ont permis le transfert des concepts et méthodologies IRC. En Inde, une formation donnée à 70 fonctionnaires de haut niveau peut en théorie se répercuter sur 800 000 employés des agences gouvernementales et agences de l'eau. Au Salvador, IRC a formé des partenaires du Millenium Water Alliance et trois ONG (Catholic Relief Services, CARE et le Programme Alimentaire Mondial) qui ont tous adopté le concept de l'évaluation des coûts à long terme. Au Ghana, 316 fonctionnaires nationaux, régionaux et du district, ainsi que d'autres acteurs du secteur ont été formés à l'approche de fourniture de service et à l'application des outils correspondants. Au Bangladesh, IRC a formé 80 agents de terrain à l'utilisation de systèmes d'informations qualitatives.

## Leçons apprises et défis pour 2014

- L'idée que le coût doit être lié au niveau de service commence à se répandre dans le secteur, mais il reste toujours à prouver que cela entraînera des allocations budgétaires différentes et des services plus viables.
- Les études IRC effectuées en 2013 ont montré qu'un financement public conséquent est indispensable pour assurer des services d'AEPA d'un niveau adéquat aux populations les plus pauvres. L'analyse des coûts à long terme montre que l'AEPA nécessite un financement continu, pour une durée indéfinie, et qu'un investissement ponctuel ne suffit pas. Plus particulièrement, un appui soutenu des autorités locales et du secteur privé aux communautés est essentiel. IRC compte redoubler ses efforts de plaidoyer en 2014 pour un financement public plus important pour l'AEPA et prévoit par ailleurs d'explorer d'autres mécanismes financiers.
- Une des études IRC a donné un résultat contre-intuitif, à savoir que, dans les zones rurales, un système d'eau en réseau pourrait non seulement fournir un meilleur service que les pompes manuelles communautaires, mais pourrait aussi être moins cher et plus viable sur le long terme (les populations sont prêtes à payer plus pour un service plus proche et plus fiable). IRC projette de mener d'autres études en 2014 pour valider ce résultat, tout en plaidant auprès des organisations d'AEPA pour qu'elles revoient les hypothèses qui sous-tendent leurs approches.

## Objectif 2. Adoption par le secteur d'une approche adaptative et d'apprentissage

**IRC soutient l'apprentissage, l'adoption et l'appropriation des innovations par toutes les parties prenantes.**

Compte tenu de l'évolution constante du climat, de l'économie, de la démographie et des besoins et attentes des populations, une approche d'apprentissage et d'adaptation est essentielle. Pérenniser les services implique d'identifier les modèles technologiques, financiers et de gestion qui fonctionnent dans un contexte donné, un pays ou une région. Le secteur doit s'adapter et innover en permanence, faute de quoi il risque de défaillir.

On peut penser que l'apprentissage est une activité abstraite et passive. Pour IRC elle n'est ni l'une ni l'autre. IRC aborde l'apprentissage de façon dynamique et ciblée : il s'agit d'apprendre à résoudre les difficultés, à prendre les mesures nécessaires pour s'adapter aux nouveaux défis. Une approche d'apprentissage commence par la génération de connaissances et d'idées nouvelles. Or, malgré le foisonnement d'innovations auquel on assiste, l'apprentissage est souvent sporadique, les formations ont lieu à une échelle très limitée et ne sont pas prises en compte par les gouvernements ou par d'autres acteurs qui pourraient les adopter et les reproduire à plus grande échelle. C'est

pourquoi le soutien aux alliances d'apprentissage est au cœur de l'approche d'IRC. Les alliances d'apprentissage permettent de réunir non seulement les innovateurs et les expérimentateurs, mais aussi les décideurs politiques et les bailleurs de fonds, de façon à rapprocher l'apprentissage expérimental et l'action à grande échelle.

Mettre sur pied des alliances d'apprentissage actives demande beaucoup d'efforts et de temps. L'engagement soutenu d'IRC ces six dernières années pour les alliances d'apprentissage au Ghana commence à porter ses fruits. En 2013, d'autres organisations ont participé au programme et ont appuyé les activités d'apprentissage.





Le réseau de centres de ressources s'est étendu, passant de 13 à 17 membres clés, de 20 à 30 organisations et de trois à huit régions ; le co-financement a plus que triplé, atteignant la somme de 15 300 €.

Le temps fort du volet apprentissage d'IRC en 2013 était le symposium sur le suivi de la fourniture des services à Addis-Abeba. Ce symposium biennal, tenu en dehors des Pays-Bas pour la première fois, a attiré quelque 420 participants. Il a été tenu sous l'égide du gouvernement éthiopien et co-organisé avec plusieurs partenaires sectoriels d'IRC. Le symposium a été utilisé par l'AMCOW (Conseil des Ministres africains de l'eau) comme plateforme pour réunir des experts en matière de suivi de nombreux gouvernements africains. Les excellentes présentations traitaient de sujets divers tels que : les indicateurs de suivi, les systèmes de suivi pour les gouvernements et les projets, les outils technologiques récents ou encore les priorités du suivi l'avenir et le renforcement des systèmes de suivi des autorités publiques.

## Autres points forts de 2013

**Soutien des parties prenantes pour des forums d'apprentissage.** En Indonésie de l'Est, IRC a collaboré avec cinq ONG nationales pour appuyer le développement des capacités dans le cadre d'un programme qui devrait bénéficier à environ 1,2 million de personnes dans neuf districts. En Ouganda, des processus d'apprentissage sectoriels commencent à s'implanter : un forum d'apprentissage régional à Rwenzori a été financé par les autorités du district, et un modèle et une boîte à outil d'apprentissage et de coordination applicables à l'échelle nationale ont été mis au point avec l'aide du ministère de l'eau et de l'environnement.

**Transfert de connaissances à des pays autres que ceux où IRC a une représentation nationale.** Le gouvernement de la Sierra Leone, reconnaissant la nécessité

d'un cadre d'apprentissage pour le secteur de l'eau, a envoyé une délégation au Ghana pour y étudier le réseau actif de centres de ressources et les alliances d'apprentissage. Dans plusieurs pays d'Afrique, IRC a appuyé les processus pays pour le SWA – Sanitation and Water for All (L'assainissement et l'eau pour tous). Ce programme met en place des plateformes de réflexion et d'apprentissage visant à renforcer les capacités sectorielles nationales dans les pays sortant d'un conflit et les États fragiles.

**Consultations stratégiques.** Au Burkina Faso, lors de cinq ateliers organisés par IRC, les acteurs des échelons national, régional et communal ont mis au point des indicateurs de service et des cadres de suivi. Deux municipalités ont revu leurs plans et leur budget pour les cadrer sur ces dispositifs, tandis que le gouvernement national et les municipalités se sont engagés à adopter les nouveaux principes et méthodologies de suivi des services.

**La plupart des bailleurs apportent de l'argent, et c'est important. Mais ce que nous apprécions chez IRC, est le fait qu'ils nous aident avec le « coco » – le cerveau.**

**IRC partage ses idées et ses méthodes. Ils nous aident à bien penser les choses, et à les faire différemment et mieux.**

**Luis Romero,**  
CONASA (Comité national pour l'eau et l'assainissement),  
Honduras

## Leçons apprises et défis pour 2014

- Malgré un appui continu, notamment dans le domaine de l'innovation de l'approvisionnement en eau en milieu rural, globalement, l'apprentissage et la réflexion ne sont pas appréciés à leur juste valeur dans le secteur. L'apprentissage est souvent considéré comme intrinsèquement passif, se limitant à des cours et des ateliers, rarement comme un processus actif, continu, itératif, permettant aux gens d'améliorer leurs pratiques et de contribuer au changement. IRC continuera à défendre ses programmes d'apprentissage, en expliquant mieux les tenants et les aboutissants, en estimant les coûts et en démontrant leur efficacité.
- Une des tâches prévues pour 2014 est la documentation et la diffusion des expériences d'IRC en matière de facilitation et d'institutionnalisation de l'apprentissage multi-acteurs. Les conclusions du soutien d'IRC aux réseaux de centres de ressources ont déjà été publiées, mais une réflexion plus poussée à l'interne sur le renforcement des centres de connaissances et de ressources est parfaitement justifiée.

## Objectif 3. Amélioration de l'efficacité de l'aide

### IRC travaille avec les bailleurs afin d'utiliser leurs ressources pour un changement durable.

Une aide vraiment efficace apporte plus de bénéficiaires avec moins de gaspillage. Lorsque l'aide est fournie par l'appui budgétaire sectoriel d'un pays et est alignée sur le programme national sectoriel sous la responsabilité des autorités publiques nationales, les institutions et les agences locales peuvent assurer de façon pérenne la gestion, l'exploitation et le maintien des services d'eau et d'assainissement. IRC encourage les parties prenantes à adopter les principes de l'efficacité de l'aide et appuie les gouvernements à exercer un leadership fort et à indiquer clairement la voie à suivre.

**Interventions coordonnées.** Au Soudan du Sud et en Tanzanie, IRC a aidé à la mise en œuvre des processus de l'approche sectorielle. Au Ghana, IRC a aidé la Community Water and Sanitation Agency – responsable de l'organisation et de la régulation de la fourniture d'eau et d'assainissement dans les zones rurales et les petits centres urbains – à mettre à jour ses documents d'orientations opérationnelles qui s'adressent aux agences publiques, aux ONG, aux fournisseurs et aux structures de gestion communautaire, et donnent des directives pour coordonner les interventions de tous ces acteurs. Ces documents orientent le travail de toutes les parties prenantes de l'AEPA dans 216 assemblées municipales.

**Alignement des programmes.** Au Honduras, IRC a contribué à la mise au point d'une nouvelle politique d'AEPA sur laquelle se base le cadre d'action du gouvernement pour une fourniture de services pérennes et une aide efficace. Sept ONG internationales ont prévu d'aligner leurs programmes et leurs opérations sur les principes de l'efficacité de l'aide dans le cadre d'Everyone Forever.

**Adoption de l'efficacité de l'aide et visibilité.** Au niveau mondial, IRC a participé à donner la priorité à l'efficacité de l'aide dans le programme du partenariat Sanitation and Water for All (Assainissement et Eau



pour tous), dont les membres comprennent 46 gouvernements. À l'approche de la réunion de haut niveau de SWA en 2014, IRC a incité chaque gouvernement à mettre au point une politique, un plan, un budget et un système de suivi national unique pour le secteur. En tant que membre du groupe de travail pour les processus pays de SWA, IRC a élaboré des notes conceptuelles et un dossier d'informations sur l'efficacité de l'aide.

**Contrôle de pérennité.** La clause de pérennité introduite par l'agence de développement néerlandaise DGIS dans ses contrats d'aide au développement en 2006 et reconfirmée en 2012, vise à encourager les bénéficiaires de l'aide néerlandaise à établir des plans pour le long terme et à assurer que les infrastructures fournissent un service adéquat et sécurisé pendant au moins 10 ans. En 2013, IRC a évalué le contrôle de pérennité opéré par des auditeurs indépendants pour déterminer si les agences d'exécution étaient en conformité ; dans une des recommandations, IRC préconise de confier la fonction d'audit au service de suivi gouvernemental afin de renforcer le secteur de l'AEPA des pays.

**IRC est un leader mondial en matière d'approches et d'outils innovants visant à accroître la pérennité...**

**C'est grâce au travail constant d'IRC, et notamment grâce aux résultats obtenus dans ses programmes WASHCost et Triple-S, que la pérennité des services a été placée en tête des priorités du secteur de l'AEPA au niveau mondial ainsi que dans le cadre du nouveau programme de développement d'AEPA post-2015 visant « l'accès universel » pérenne.**

**Dick van Ginhoven,**  
DGIS

## Leçons apprises et projets pour 2014

- Malgré une large acceptation formelle des principes de la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, l'efficacité réelle dans le secteur de l'AEPA laisse souvent à désirer, notamment dans les pays très dépendants de l'aide. Comparé à d'autres secteurs tels que la santé ou l'éducation, l'AEPA est rarement considéré comme une priorité par les gouvernements nationaux. De plus, les politiques de développement des bailleurs se sont orientées vers une approche d'aide et échanges commerciaux, et les ONG internationales ont tendance à fixer leurs propres plans d'appui sans tenir compte des agendas des pays où elles travaillent. Tous ces facteurs concourent à la fragmentation des interventions et à leur faible efficacité. L'économie politique de « l'industrie » de l'aide est souvent intrinsèquement hostile à l'efficacité de l'aide. Pour autant, le travail d'IRC a montré qu'appuyer les institutions d'un pays, permet de renforcer le leadership du gouvernement, ce qui favorise l'alignement des bailleurs. Mais il s'agit là d'un travail de longue haleine, nécessitant des efforts constants et conséquents.
- Après un démarrage timide, l'initiative Sanitation and Water for All a pris de l'ampleur et constitue maintenant une plateforme opérante de promotion de l'efficacité de l'aide au niveau international, principalement en Afrique. IRC poursuivra son soutien à ce partenariat en 2014.



## Objectif 4. Amélioration du dialogue intersectoriel et de l'alignement des programmes

**IRC sait bien que le secteur de l'AEPA ne fonctionne pas en vase clos.**

IRC encourage le partage d'informations et le dialogue sur les aspects contextuels de la gestion des ressources en eau, du changement climatique, de l'AEPA dans les écoles et des systèmes à usages multiples visant le développement économique. En effet, tous ces sujets ont une importance capitale dans le débat post-OMD. Le but recherché étant l'intégration du programme et du budget du secteur de l'AEPA avec ceux d'autres secteurs tels que l'énergie, la santé, l'éducation, etc.

**Expertise-conseil.** Dans les régions du monde qui connaissent des troubles, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a sollicité l'aide d'IRC pour calculer les coûts des systèmes d'eau pour les réfugiés et les zones d'installation. Au bout du compte, l'application de l'approche des coûts à long terme aux services pourrait profiter à des millions de personnes déplacées suite à des catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme.

**Planification intégrée.** Au Kenya, IRC a piloté un projet de planification locale et participative de l'eau visant à cadrer la demande en eau sur les ressources disponibles

dans les régions arides, où la rareté de l'eau constitue une cause potentielle de conflits armés. La planification intégrée renseigne les stratégies de recharge, de retenue et de réutilisation d'eaux souterraines peu profondes en vue de constituer des réserves d'eau plus importantes dans lesquelles on peut puiser en saison sèche ou pour s'adapter au changement climatique. Cette façon de faire permet aux parties prenantes locales de trouver leurs propres solutions pour gérer la pénurie d'eau en période de sécheresse et assurer leurs moyens de subsistance.



**Plateforme de leadership.** IRC a accueilli et piloté le groupe Multiple Use water Services (MUS, services d'eau à usages multiples), qui étudie la demande en eau pour tous les usages en zones rurales et appuie les gouvernements et les partenaires de développement à gérer les différents besoins. Le groupe MUS (dont les membres comprennent l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, FAO, et le International Water Management Institute) a créé un nouveau site Web, une fiche d'information et une plaquette.

**Passerelles entre les secteurs.** Au Ghana, IRC a organisé une plateforme d'apprentissage intersectorielle pluridisciplinaire. En Éthiopie, IRC a participé à mettre en lien les secteurs de l'eau et de l'agriculture aux échelons régional et national pour discuter des éventuelles synergies entre l'irrigation au niveau des ménages et l'auto-provisionnement.

**L'AEPA dans les écoles.** En Ouganda, les résultats d'une étude sur la gestion de l'hygiène menstruelle dans les écoles ont été diffusés grâce à un atelier

national réunissant des représentants des ministères de l'Éducation, de la Santé et de l'Eau. Les parties prenantes ont exhorté le ministre de l'éducation à inclure le thème de la gestion de l'hygiène menstruelle au programme des écoles primaires et de le mentionner dans ses rapports de performance, de suivi et d'évaluation. Au Bangladesh, IRC a été chargé par BRAC d'appliquer l'approche des coûts à long terme à une étude de cas examinant les services d'AEPA dans les ménages et les écoles.

**Recherche.** En Éthiopie, IRC a exploré en partenariat avec le projet MUSTRAIN, les opportunités d'adaptation de l'approche des usages multiples de l'eau pour améliorer la sécurité de l'eau et la sécurité alimentaire – deux aspects déterminants étroitement liés entre eux. IRC a contribué au développement de partenariats, à la gestion de projet, aux démonstrations, à la recherche, à la formation et à la diffusion des résultats.

## Développer l'accès à l'eau

En Éthiopie, MUSTRAIN, un projet appuyé par IRC, et le programme Partners for Water (Partenaires pour l'eau), ont étudié deux méthodes de collecte de l'eau destinée à des usages multiples :

- Des barrages de sable et des barrages souterrains pour des systèmes d'eau à usages multiples communaux. Dans les régions les plus arides d'Éthiopie, c'est une des rares possibilités d'accès à l'eau. Sa mise en œuvre et son adoption ont été ardues, mais les leçons apprises renseigneront la recherche et le développement futurs de cette option.
- Accélération de l'auto-provisionnement par les ressources en eau souterraines. En assurant une autre source de financement – en l'occurrence l'investissement par les ménages – l'auto-provisionnement peut être une option de secours pour suppléer la fourniture d'eau communale. La politique du gouvernement favorise cette solution, sachant qu'un budget est prévu pour l'appliquer à plus grande échelle. Les plans et les directives techniques pour l'auto-provisionnement ont été testés dans des stages de formation puis utilisés pour élaborer un manuel. Des programmes d'auto-provisionnement ont été lancés dans deux régions d'Éthiopie et devraient desservir 7 millions de personnes.

## Leçons apprises et projets pour 2014

- Le fait que l'objectif 4 n'était pas une priorité pour les programmes des pays où IRC travaille en priorité en dit long sur la difficulté de franchir les barrières sectorielles. Mais IRC compte bien faire des avancées vers cet objectif en 2014, notamment en continuant à appuyer les projets d'AEPA dans les écoles et la promotion des usages multiples de l'eau. L'attention internationale grandissante portée au lien eau-alimentation-énergie peut fournir un cadre de réflexion intéressant pour l'avenir.
- Une autre occasion pour promouvoir l'objectif 4 se présentera prochainement : en effet, IRC va contribuer à l'organisation de la Réunion de haut niveau 2014 de Sanitation and Water for All, qui réunira des représentants des ministères de l'Eau, de la Santé et des Finances, des partenaires de développement et des organisations de la société civile.







## Dispositifs à l'appui des objectifs d'IRC

Pour influencer les politiques d'AEPA aux niveaux national et international, il convient qu'IRC : communique sur ses innovations de façon transparente et accessible ; construit un réseau de partenaires adhérant au processus de changement ; et renforce les capacités du secteur. Sachant que le secteur est en train de passer d'une approche de construction d'ouvrages à une approche de fourniture de services, IRC doit se transformer pour refléter cette évolution.

En 2013, IRC s'est doté d'une nouvelle identité institutionnelle et a rédigé un manifeste – une déclaration exposant la nouvelle mission de l'organisation et identifiant IRC comme un agent principal de changement du secteur (voir la quatrième de couverture de ce rapport).

Avec ses 130 partenaires, quelque 20 000 abonnés à ses bulletins d'information et presque un million de visiteurs sur son site web et sympathisants à travers les réseaux sociaux en 2013, IRC demeure toujours une source fiable d'informations et d'innovations. Guidé par les membres du Conseil de surveillance, le personnel international d'IRC s'attache à réunir ses nombreux produits, programmes et services en une ressource sectorielle cohérente de connaissances, d'analyses et d'outils pédagogiques.

**Notre travail se fait sentir à long terme. Remplacer les projets de court terme par des services pérennes est un défi qui ne fait pas la une des quotidiens. Mais c'est la seule solution... la seule solution permettant aux populations de ne pas seulement survivre, mais de prospérer – grâce à la fourniture de services fiables et non par la charité.**

Plaquette IRC, décembre 2013

## Gouvernance, personnel et partenaires

IRC est gouverné par un Conseil de surveillance et un Directeur Général :



**Hans van Dord**  
(Président)



**Gerhard van den Top**  
(Membre)



**Robert Bos**  
(Membre)



**Regien van der Sijp**  
(Membre)

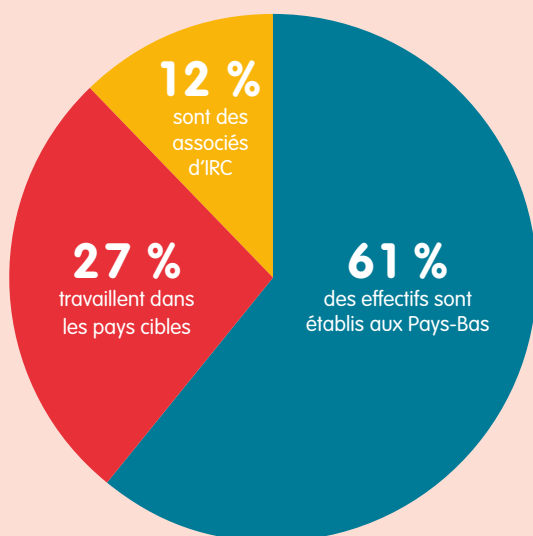


**Piers Cross**  
(Membre)



**Patrick Moriarty**  
(DG)

À la fin de l'année, l'effectif était de 105 collaborateurs, soit 15 % de moins qu'en 2012



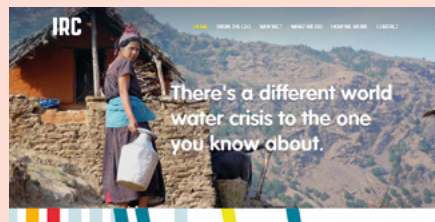
L'équipe de gestion des ressources humaines a été remaniée et IRC a investi 190 000 € dans le développement professionnel du personnel

Thèmes : coaching individuel ; travail d'équipe ; gestion de projet ; gestion du personnel professionnel ; narration de récits et interventions en direct sur les chaînes de radio

Les fonds mobilisés pour de nouveaux projets ont triplé en 2013

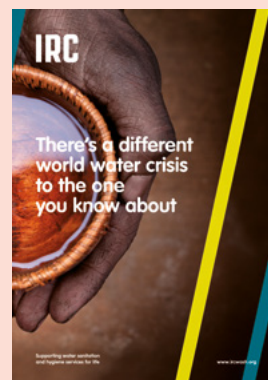
35 nouveaux projets, totalisant 6,4 millions d'euros, contre à 2,3 millions en 2012

IRC a effectué une refonte de son site web et a lancé un micro-site pour introduire sa nouvelle mission



IRC a diffusé sa nouvelle plaquette en trois langues

anglais, néerlandais et français



## Partenaires de mise en œuvre en 2013

- A** Acacia Water / African Ministers Council on Water (AMCOW) / Aguaconsult Ltd / Akvo / Africa Medical and Research Foundation (AMREF) Ethiopia / Africa Medical and Research Foundation (AMREF) The Netherlands / Appropriate Technology Centre for Water and Sanitation (ATC) / Aqua4All
- B** BRAC / Building Partnerships for Development (BPD)
- C** CARE / Centre for Economic and Social Studies (CESS) / Centre of Excellence for Change (CEC) / Cinara (Instituto de Investigación y Desarrollo en Abastecimiento de Agua, Saneamiento Ambiental y Conservación del Recurso Hídrico) / Coffey International Development Ltd / Community Water and Sanitation Agency (CWSA) / Consejo Nacional de Agua Potable y Saneamiento (CONASA) / Cranfield University / Catholic Relief Services (CRS)
- D** Delft University of Technology / Direcção Nacional de Águas (DNA) / Direction Générale des Ressources en Eau du Burkina Faso / Direction Générale de l'Assainissement des Eaux Usées et Excreta du Burkina Faso / Directorate-General for International Cooperation (DGIS) of The Netherlands' Ministry of Foreign Affairs / Dutch WASH Alliance (DWA)
- E** Eau Vive / Economic Community Of West African States (ECOWAS)
- F** Florida International University (FIU) / Fondo Hondureño de Inversión Social (FHIS) / Food for the Hungry / Fundo de Investimento e Patrimônio do Abastecimento de Água (FIPAG)
- G** Global Environment & Technology Foundation (GETF) / Gender and Water Alliance (GWA) / Deutsche Gesellschaft für International Zusammenarbeit (GIZ) Water and Sanitation Programme / Global Water Partnership (GWP)
- H** Hararghe Catholic Secretariat (HCS) / Helvetas
- I** Institute of Development Studies (IDS) / Inter-American Development Bank (IDB) / International Water Association (IWA) / International Water Management Institute (IWMI)
- K** Kwame Nkrumah University of Science and Technology
- L** Lefaso.net / Livelihoods and Natural Resources Management Institute (LNRMI) / London School of Hygiene & Tropical Medicine (LSHTM)
- M** Makerere University College of Computing and Information Sciences / Millennium Water Alliance (MWA) / Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement du Burkina Faso / Ministry of Water / Irrigation and Energy, Ministry of Water and Environment / Multiple Use water Services Group (MUS) / Mundo University
- N** National Institute of Administrative Research-Lal Bahadur Shastri National Academy of Administration (NIAR-LBSNAA) / Netherlands Water Partnership (NWP) / NETWAS Uganda
- O** Overseas Development Institute (ODI)
- P** Partners for Water / PLAN International / PLAN Nederland / PLAN Uganda / Promoción del Desarrollo Sostenible (IPES) / ProWater Consultores Lda / Programme Solidarité Eau (pS-Eau) / Public Services International (PSI)
- Q** Quest consult
- R** RAIN Foundation / Red de Agua y Saneamiento de Honduras (RAS-HON) / Research-inspired Policy and Practice Learning in Ethiopia and the Nile Region (RiPPLE) / RMSI / Rockefeller Foundation / Royal HaskoningDHV / Rural Water Supply Network (RWSN)
- S** Sanitation and Water for All (SWA) / SeeSaw / Simavi / Skyfox / SNV / Stockholm Environment Institute (SEI) / Stockholm International Water Institute (SIWI) / Swiss Resource Centre and Consultancies for Development (SKAT)
- T** Tanzania Integrated Water Sanitation and Hygiene Program (iWASH) / Training, Research and Networking for Development (TREND)
- U** Uganda Water and Sanitation NGO Network (UWASNET) / UNESCO-IHE Institute for Water Education / United Nations Children's Fund (UNICEF) / Universidade Eduardo Mondlane Mozambique (UEM) Escola Superior de Desenvolvimento Rural (ESUDER)
- V** Vitens-Evides International / VNG International
- W** Wageningen University (WUR) / WASH Information Consortium / WASH-Net Sierra Leone / Water and Sanitation for the Urban Poor (WSUP) / Water For People / Water Institute, University of North Carolina / Water Integrity Network (WIN) / WaterAid / WaterAid Uganda (WAU) / Water.org East Africa / Watershed Support Services and Activities Network (WASSAN) / World Health Organization (WHO) / World Vision International / Water Supply and Sanitation Collaborative Council (WSSCC)



# Finances

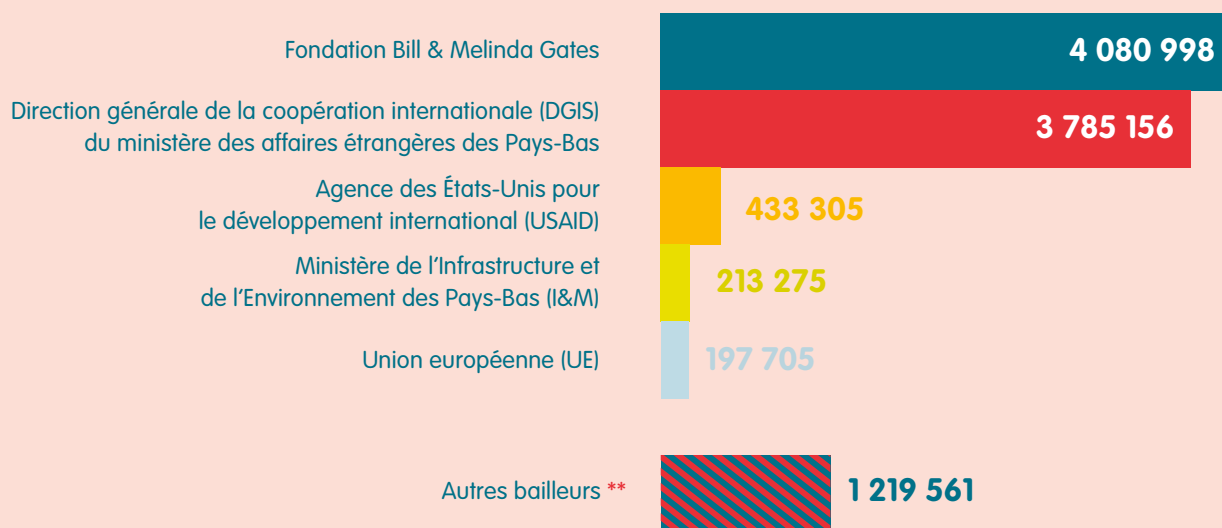
\* en millions d'euros

## Recettes 2009–2013

|   | 2009         | 2010         | 2011         | 2012          | 2013         |
|---|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|
| <b>Direction générale de la Coopération internationale (DGIS)<br/>du ministère des affaires étrangères des Pays-Bas et<br/>Ministère de l'Infrastructure et de l'environnement des<br/>Pays-Bas</b> | 2 456        | 2 611        | 2 544        | 2 839         | 2 915        |
| <b>Autres sources</b>   | 5 291        | 7 304        | 7 199        | 7 237         | 7 015        |
| <b>Total</b>  | <b>7 747</b> | <b>9 915</b> | <b>9 743</b> | <b>10 076</b> | <b>9 930</b> |

## Recettes par bailleurs de fonds, 2013

### Principaux bailleurs



### Autres bailleurs \*\*

ATKINS / Australian Aid / Austrian Development Agency (ADA) / Catholic Relief Services (CRS) / Coca Cola Foundation / Department for International Development (DFID) / Department of Water Affairs / Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) / Direcção Nacional de Águas (DNA) / Dutch embassies / Helvetas / Humanitarian Innovation Fund (HIF) / Inter-American Development Bank (IADB) / Netherlands Organisation for International Cooperation in Higher Education (NUFFIC) / Radio Netherlands Training Centre (RNTC) / Rockefeller Foundation / Royal HaskoningDHV / Simavi / SNV Netherlands Development Organisation / Stockholm International Water Institute (SIWI) / U4 Anti-Corruption Resource Centre / United Nations Children's Fund (UNICEF) / VNG International / Water Integrity Network (WIN) / World Bank

## Dépenses (en millions d'euros), 2009–2013

|                                  | 2009         | 2010         | 2011         | 2012          | 2013          |
|----------------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|
| Activités et projets             | 7 317        | 9 554        | 9 354        | 9 592         | 10 235        |
| Frais généraux et administratifs | 423          | 354          | 394          | 471           | 355           |
| <b>Total</b>                     | <b>7 740</b> | <b>9 908</b> | <b>9 739</b> | <b>10 063</b> | <b>10 590</b> |

## Dépenses par programme IRC, 2013

**Influence internationale  
et innovations  
4 535 163**

**Asie du Sud  
1 337 486**

Honduras  
167 064

Burkina Faso  
655 852

Éthiopie  
441 574

Inde  
210,321

**Amérique latine  
17 556**

Ghana  
1 289 258

Ouganda  
1 132 160

Mozambique  
284 364

**Afrique  
519 202**



Programmes nationaux



Programmes régionaux



Programme mondial



À IRC, nous croyons qu'avoir un point d'eau potable qui fonctionne ne devrait pas être un événement spectaculaire ni faire l'objet d'une fête.

Nous croyons en un monde où les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène sont des services publics fondamentaux qui doivent être disponibles pour tous et de façon permanente.

Nous sommes confrontés à un défi complexe. Chaque année, des milliers de projets d'AEPA et d'autres secteurs échouent parce qu'ils se limitent à des objectifs et des solutions à court terme – et ne contribuent pas à des solutions durables de services pérennes.

C'est pourquoi environ un tiers des personnes de la planète - les plus pauvres et vulnérables - sont privées des droits humains les plus élémentaires, entraînant d'importants problèmes économiques, sociaux et de santé. La vocation d'IRC est de questionner et d'influencer les décisions et pratiques du secteur AEPA.

À travers nos collaborations et par l'exercice de notre savoir-faire, nous travaillons avec les gouvernements, les fournisseurs de services et les organisations internationales pour assurer des systèmes et des services d'eau potable, d'hygiène et d'assainissement qui soient réellement efficaces et durables.

**Adresse d'accueil :**

Bezuidenhoutseweg 2  
2594 AV La Haye  
Pays-Bas

**Adresse postale :**

P.O. BOX 82327  
2508 EH La Haye  
Pays-Bas  
T +31 70 3044000

**Rejoignez-nous sur notre**

**page Facebook :**  
ircwash

**Suivez-nous sur Twitter :**

@ircwash

[www.ircwash.org](http://www.ircwash.org)



**FSC**

100%

From well-managed forests

Cert no. SCS-COC-00213

[www.fsc.org](http://www.fsc.org)

© 1996 Forest Stewardship Council